

Ces petits patrons qui ne font pas le dos rond

30/03/2009

La rémunération de certains grands patrons soulève l'indignation de la plupart des responsables de PME qui se battent pour sauver leurs entreprises

Christian Félix. Avec un ancien collègue styliste, il a racheté une petite fabrique familiale de sandales en cuir, Max Vincent, en 2006. Ils créent et cousent eux-mêmes près de 3.500 paires par an, qu'ils vendent à l'étranger ou sur Internet (Photo Merle/AFP). Crise oblige, Guy Métral a « baissé [son] salaire de 10 % ». À la tête de deux entreprises employant chacune une cinquantaine de salariés, le président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Haute-Savoie mesure l'écart qui le sépare des patrons du CAC 40. « Nous, si la crise nous bouscule, on plonge avec notre société », affirme-t-il. Face aux difficultés, et notamment à la mise en place de plans sociaux, « on ne quitte pas le navire », indique, pour sa part, Brigitte Macherez. Avec son frère Christian, cette jeune femme de 42 ans gère la « Soissonnaise des bois », une entreprise de sept salariés spécialisée dans la vente de bois de construction, installée en Picardie. « Si jamais on venait à fermer, moi je n'aurais plus de maison », extrapole Brigitte Macherez. Il est vrai que la valeur ajoutée des patrons du CAC 40 « n'a pas le même degré patrimonial que nous », renchérit Guy Métral, dont l'une des entreprises, RMG, est spécialisée dans le décolletage et la mécanique de précision. Et « nous n'avons pas de parachutes dorés ». Face aux divers cas de rémunérations exceptionnelles révélés ces derniers temps, la plupart des chefs de petites et moyennes entreprises (PME) marquent leur indignation.

Ras-le-bol

Géraldine Bortlein et Valérie Kniazeff dirigent Alcimed, une société de conseil en marketing stratégique. Aujourd'hui, l'entreprise compte 150 salariés et affiche un chiffre d'affaires de 14,4 millions d'euros. Y a-t-il un plan de stock-options pour les deux fondatrices ? « Chez nous, cela n'existe pas ! », s'emporte Valérie Kniazeff. Cette centralienne âgée de 40 ans craint, en outre, que ce débat ne « pollue » la possibilité pour les PME d'intéresser au capital une équipe extérieure, via notamment des stock-options ou d'autres types de rémunérations. En tout

Évaluation du site

Site du journal papier La Croix. Il dispense une actualité quotidienne et généraliste composée d'articles de la rédaction et de dépêches AFP.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 252

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

cas, afin d'entretenir la confiance de ses salariés et maintenir le dialogue, Brigitte Macherez prend soin d'« afficher le chiffre d'affaires de la semaine ». Le ras-le-bol de Jean-Pierre Blanc, directeur des Cafés Malongo, n'est pas moins fort. « Tous les chefs d'entreprise sont atterrés par l'attitude des grands patrons », observe-t-il. Spécialisée dans le café torréfié haut de gamme, sa société emploie 400 salariés et réalise 82 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel. Rompu aux pratiques du commerce équitable, qui n'encourage pas la spéculation sur les matières premières, Jean-Pierre Blanc dénonce une « logique de mépris » et en appelle à plus de régulation. « La richesse, c'est quelque chose qui se partage », ajoute-t-il. Quant à Jean Piganiol, fabricant de parapluies et membre fondateur de la Fédération des entreprises et entrepreneurs de France (FEEF), il regrette que certains exemples du CAC 40 soient ainsi montés en épingle. « Du coup, c'est l'ensemble du patronat qui est mis à l'index par l'opinion publique. »

Certains sont plus nuancés

Dans leur critique, certains sont plus nuancés. « De temps en temps », nous assistons à « des exagérations », admet Louis Landrot, PDG de SDMS, une PME de 130 personnes spécialisée dans les équipements industriels chaudronnés. « Mais on tire à boulets rouges sur une partie des hommes qui font la richesse de la France, déplore le dirigeant installé en Isère. Il faut qu'on arrête de taper sur les patrons de nos grandes entreprises, car ce sont elles qui sont à l'exportation et qui entraînent des entreprises moyennes dans leur sillage. » En attendant la fin de la polémique, les patrons de PME doivent surtout, le temps de la crise, redoubler d'efforts pour contourner les difficultés. Au demeurant, la volonté d'entreprendre semble être restée le mot d'ordre de certains d'entre eux. Brigitte Macherez vient d'injecter 25 000 € dans une nouvelle charte graphique □ une nouvelle image pour la Soissonnaise des bois. « C'est un risque, admet-elle, mais c'est aussi une preuve de dynamisme. » Et l'entreprise l'a fait savoir : banquiers, clients et institutionnels ont même été conviés à une « soirée de lancement », tous témoins de la volonté d'« avancer » de le chef d'entreprise et de son frère Christian. Confrontée à une baisse de la demande chez les particuliers, Brigitte Macherez s'est aussi adaptée en choisissant « d'acheter différemment ». Pour ses acquisitions de bois □ réalisées dans les Vosges ou les Landes en passant par l'Allemagne, la Pologne et la Suède □, elle a fait davantage jouer la concurrence entre les fournisseurs. Résultat : elle a baissé ses prix de vente, sans entamer ses marges.

"C'est toujours ceux qui ont investi qui en sont sortis plus forts"

Chez Alcimed, Valérie Kniazeff adapte aussi son offre aux nouvelles exigences des clients. En allant au devant « des secteurs qui vont bien ». La situation est encore plus complexe pour Jean Piganiol qui doit faire face à une baisse de la demande, notamment dans le luxe. Les grandes marques ne « développent pas de nouveaux produits », ce qui rend le fabricant de parapluies « très inquiet pour le deuxième semestre ». À la tête de l'entreprise fondée par son arrière-grand-père en 1884, Jean Piganiol a donc décidé de « réduire les budgets communication ». D'un autre côté, il ne se désespère pas. Il vient d'embaucher une « jeune styliste diplômée » et n'a pas l'intention de couper dans les investissements. À preuve, bien que les affaires soient moins bonnes, l'achat d'une machine, prévu de longue date, n'a pas été annulé. « Des crises et des sécheresses, on en a connu, raconte l'entrepreneur installé à Aurillac, dans le Cantal. C'est

toujours ceux qui ont investi qui en sont sortis plus forts. »Même philosophie chez **Domidom**, société spécialisée dans les services à la personne. Le cofondateur Daniel Cacaret prévoit même de recruter 1 000 salariés en CDI cette année. Avec 60 % de son activité tournée vers la dépendance des personnes âgées, **Domidom** « est sur un marché porteur », reconnaît ce chef d'entreprise âgé tout juste de 31 ans. « La crise, c'est une chose, observe Guy Métral. Mais il ne faut pas parler que de cela, insiste le patron de RMG. Nous nous préparons déjà à la reprise. »

Cécile DE CORBIÈRE et Patrick LEMOINE